

Quelle issue à la guerre entre l'Ukraine et la Russie ?

Gustav C. GRESSEL

Chercheur associé, ECFR Berlin, ancien responsable de la politique et de la stratégie de sécurité internationale au Bureau de la politique de sécurité du ministère autrichien de la Défense.

Note préliminaire : Issu d'une conférence donnée le 18 mars 2024, l'article a été traduit par Béréngère Viennot.

Peu de sujets se prêtent aussi bien aux conjectures que la fin possible de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Elle fait en effet couler beaucoup d'encre. Certes, toutes les guerres s'arrêtent un jour, d'une manière ou d'une autre. Toutefois, l'incompatibilité des buts de guerre et l'importance des enjeux nationaux conditionnant l'acceptation d'un « compromis » par chaque partie – sujet principal des spéculations – permettent difficilement d'avoir un aperçu de la manière dont celle-ci va finir. Pour l'instant, cette guerre est un phénomène dichotomique : soit la Russie gagne, soit c'est l'Ukraine. Cependant, aucune des deux victoires n'est près de se concrétiser dans un avenir proche : la Russie peut gagner fin 2025, au plus tôt, si Donald Trump est élu Président et met un terme à tout soutien militaire et politique des États-Unis à l'Ukraine. L'Ukraine peut gagner au plus tôt en 2027, lorsque les stocks de véhicules de combat soviétiques dont se sert la Russie seront épuisés et si l'Occident a suffisamment d'endurance pour la soutenir efficacement d'ici-là.

Une trêve pour cause d'épuisement est improbable, mais elle reste possible. Cela signifierait-il pour autant la fin de la guerre ? En réalité, l'invasion à grande échelle déclenchée le 24 février 2022 n'est que la continuité et l'intensification de la guerre du Donbass commencée en avril 2014, précédée par l'occupation de la Crimée par la Russie fin février 2014. Les accords de cessez-le-feu dans le cadre de ce conflit – les Accords Minsk I et Minsk II – n'ont certainement pas mis fin à la guerre. Ils étaient un prolongement et une extension de l'effort de guerre russe dans le champ de la diplomatie. Alors, cette guerre peut-elle vraiment se terminer ?

Les objectifs de guerre russes

L'invasion totale est le point culminant de la volonté ancienne de la Russie de reprendre le contrôle de ses ex-républiques soviétiques. Cette politique n'est pas

un phénomène nouveau propre au règne de Vladimir Poutine ; en Géorgie, en Moldavie et dans la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'armée russe est intervenue au nom de ses alliés, bien que l'appareil sécuritaire dirigeât leur politique étrangère semi-autonome à l'époque ⁽¹⁾. Militairement, les plus grandes républiques – Biélorussie, Kazakhstan et Ukraine – étaient alors hors limites. Néanmoins, certains leviers servant à conserver une influence diplomatique et économique, comme la Flotte de la mer Noire, furent utilisés comme points de pressions pour étendre l'influence russe.

En Russie, à la fin des années 1990, les discussions nationalistes et revanchistes conduites par des cadres moyens de l'*establishment* sécuritaire de l'ex-URSS faisaient florès. Poutine, qui tentait de se présenter à l'étranger sous les traits d'un modéré, était en réalité simplement plus habile que les autres à cacher sa mentalité de revanchiste. Son attachement romantique à l'Union soviétique ou son dédain pour le fait que l'Ukraine ne soit pas un « vrai » pays ne transpercèrent qu'à quelques rares occasions ⁽²⁾.

Au cours des années 1990, l'expression « monde multipolaire » commença à émerger sous forme de dogme dans la politique étrangère russe. Et si le concept était alors confus, il signifiait globalement que le monde se divisait en différentes sphères d'influence, « gouvernées » par une puissance régionale prééminente. À ce titre, la Russie revendiquait la position de puissance dominant au moins l'espace *post-soviétique* ⁽³⁾. La conversation qui eut lieu entre le président américain Bill Clinton et son homologue russe Boris Eltsine à Istanbul en novembre 1999 ⁽⁴⁾, au sujet du déplacement de l'Europe de la sphère d'influence américaine à la sphère russe, est révélatrice de la mentalité de Moscou.

La réintégration des pays de l'ancienne URSS devint la priorité revendiquée de Poutine dès son accession au pouvoir (1999). Toutefois, il reconnaissait également que la Russie dans sa forme d'alors n'était pas capable d'atteindre ce but, faute de puissance et de ressources suffisantes ⁽⁵⁾. La modernisation économique et militaire requérait des investissements occidentaux et des ressources techniques, ce que l'Occident prit de manière erronée pour une détente stratégique. Cependant, à mesure que les ressources financières de la Russie gagnaient en ampleur, sa volonté de recourir à la force grandissait.

⁽¹⁾ BAEV Pavel K., *The Russian Army in a Time of Troubles*, Sage Publications, 1996, p. 103 et suiv.

⁽²⁾ THAROOR Ishaan, « A Fateful Summit 15 Years Ago Hangs Over the NATO Meeting in Vilnius », *The Washington Post*, 10 juillet 2023.

⁽³⁾ ADOMEIT Hannes, « Russia and its Near Neighbourhood: Competition and Conflict with the EU », *College of Europe, Natolin Research Papers*, vol. 04/2011, 74 pages (<https://www.coleurope.eu/>).

⁽⁴⁾ THE WHITE HOUSE, *Memorandum of Conversation: Meeting with Russian President Yeltsin*, Istanbul (Turquie), 19 novembre 1999 (<https://nsarchive.gwu.edu/document/20592-national-security-archive-doc-06-memorandum>).

⁽⁵⁾ SMITH M.A., *Russian Foreign Policy 2000: The Near Abroad*, The Conflict Studies Research Centre, Royal Military Academy Sandhurst, décembre 2000 (https://www.files.ethz.ch/isn/96793/00_Dec.pdf).

En 2008, la guerre de cinq jours fut punitive pour la Géorgie, mais c'est à Kiyv que le message fut envoyé. La politique de la pression, qui avait déjà vu la Russie faire de l'ingérence dans l'élection présidentielle de 2004 et provoqué les crises gazières de 2006 et 2009, n'allait pas se limiter aux domaines politique et économique. Jusqu'à la Révolution de Maïdan (18-23 février 2014), la Russie tenta de pousser l'Ukraine à faire un choix entre l'Est et l'Ouest, avant d'exercer une plus grande pression encore pour provoquer un revirement en faveur de Moscou ⁽⁶⁾. En 2009, une majorité de l'électorat ukrainien donna foi à la promesse de Viktor Ianoukovytch de négocier ces eaux difficiles avec plus de délicatesse et de faire en sorte que la Russie reste calme en donnant une vigueur nouvelle à une politique de neutralité par le biais de relations multi-vectorielles ⁽⁷⁾. Les sentiments ethno-nationalistes ne jouèrent aucun rôle dans l'élection d'alors, contrairement à la méfiance envers ceux qui étaient au pouvoir.

Cette méfiance ne tarda pas à se retourner contre V. Ianoukovytch, qui sapa la constitution du pays pour protéger son régime corrompu servant ses propres intérêts ⁽⁸⁾. Plus le Kremlin le soutenait et le finançait pour conserver et consolider son influence sur Kiyv, plus il s'aliénait les Ukrainiens. L'intervention russe de 2014 était déjà une guerre choisie par Moscou, qui refusait de mettre en œuvre les mécanismes prévus par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) afin de résoudre pacifiquement les problèmes qui auraient pu résulter du renversement du régime de V. Ianoukovytch.

Aux yeux de Moscou, les protocoles Minsk I de septembre 2014 et Minsk II de février 2015 ne servaient pas à mettre un terme à la guerre ; il s'agissait d'outils pour reprendre le contrôle de Kiyv. Moscou voulait « fédéraliser » l'Ukraine de force, tout en protégeant et en renforçant son contrôle sur les États fantoches du Donbass ⁽⁹⁾. Une Ukraine fédéralisée n'aurait pas eu l'autorisation de faire quoi que ce soit d'autre que de demander à être réintégrée à la Russie.

Les objectifs de guerre russes devinrent encore plus explicites à l'approche de l'invasion totale de l'Ukraine. En juillet 2021, Poutine publia un article revendiquant l'existence d'une « unité historique » ⁽¹⁰⁾ entre les Ukrainiens et les Russes. Ce texte fut publié sur la page d'accueil du Kremlin, au même titre que d'autres déclarations et décrets du gouvernement. Après cela, Poutine répéta à plusieurs occasions qu'une Ukraine indépendante était soit une erreur de l'histoire, soit un

⁽⁶⁾ SHEVTSOVA Lilia, *Lonley Power, Why Russia Has Failed to Become the West and the West is Weary of Russia*, United Book Press, 2010, p. 158-165.

⁽⁷⁾ SCHNEIDER-DETERS Winfried, *Die Ukraine: Machtvakuum zwischen Russland und der Europäischen Union*, Berliner Wissenschaftsverlag, 2012, p. 172 et suiv.

⁽⁸⁾ *Ibidem*, p. 255 et suiv.

⁽⁹⁾ DUMOULIN Marie, « Ukraine, Russia, and the Minsk agreements: A post-mortem, ECFR Commentary », 19 février 2024 (<https://ecfr.eu/article/ukraine-russia-and-the-minsk-agreements-a-post-mortem/>).

⁽¹⁰⁾ POUTINE Vladimir, « On the Historical Unity of Russians and Ukrainians », 12 juillet 2021 (<http://en.kremlin.ru/>).

complot étranger visant délibérément à affaiblir la Russie. Et la guerre russe servirait à « corriger » cette erreur une bonne fois pour toutes.

Rien d'étonnant à ce que la Russie n'ait manifesté si peu d'intérêt pour les Ukrainiens au cours des dernières décennies. Le sujet, ce n'est pas eux, mais l'histoire et l'identité de la Russie. Peut-il y avoir une Russie qui ne soit pas un empire ? Peut-il exister un autre pays qui revendique l'héritage de la *Rous* de Kiyv ? Pour Poutine la réponse est non, et par conséquent, « l'union sacrée » de la Biélorussie, de la Russie et de l'Ukraine ⁽¹¹⁾ doit être mise en œuvre à tout prix.

Tandis que les spécialistes de la politique étrangère s'adonnent à moult réflexions vaines et font couler des litres d'encre inutiles en s'interrogeant sur les arrangements de sécurité envisageables, le contrôle des armements ou d'autres sujets liés à la politique étrangère, le moteur de la motivation de Poutine se trouve au cœur de son débat sur l'identité nationale. L'émergence du revanchisme historique, le complexe de Versailles de l'élite moscovite, la montée du fascisme russe et la lente transformation de l'autoritarisme russe en un État fasciste et militariste expliquent bien mieux la politique étrangère russe ⁽¹²⁾ que la plupart de la littérature du domaine – et tout particulièrement celle de l'école soi-disant « réaliste ».

Sans surprise, le Président russe a défini des buts de guerre de grande envergure comprenant la « dénazification » (ce qui, en termes concrets, signifie l'éradication de l'élite journalistique, politique, culturelle et intellectuelle, des institutions sécuritaires de l'Ukraine ainsi que de tous ceux qui soutiennent l'idée d'une Ukraine indépendante) et la « démilitarisation » (ce qui implique de forcer l'Ukraine à rester dans un état de vulnérabilité permanente où chaque future exigence russe peut être mise en œuvre par des moyens militaires). Des atrocités courantes telles que des meurtres ciblés, des « filtrages » (la purge de la population locale d'éléments associés à une Ukraine indépendante), la torture, l'enlèvement d'enfants et leur déportation en Russie, la déportation d'Ukrainiens dans des régions russes lointaines et l'usage systématique de la violence sexuelle contre les Ukrainiennes pour décourager la reproduction montrent que les intentions de Moscou sont tout à fait sérieuses ⁽¹³⁾. Les soldats qui se livrent à ces agissements

⁽¹¹⁾ Пленарное заседание Всемирного русского народного собора [Séance plénière du Conseil populaire mondial de Russie], 28 novembre 2023 (<http://kremlin.ru/events/president/news/72863>).

⁽¹²⁾ Pour ce débat, voir : GRIFFIN Roger, LOH Werner et UMLAND Andreas (dir.), *Fascism Past and Present, West and East, An International Debate on Concepts and Cases in the Comparative Study of the Extreme Right*, Ibidem, 2006 ; LUKS Leonid, *Der russische "Sonderweg"? Aufsätze zur neuesten Geschichte Russlands im europäischen Kontext*, Ibidem, 2005 ; DOMANSKA Maria et ROGOZA Jadwiga, *Forward, Into the Past! Russia's Politics of Memory in the Service of Eternal Authoritarianism*, OSW Report, novembre 2021 ; GRESSEL Gustav C., « Das Ringen um die Ukraine, Der strategische Prüfstein für Europa » in REITER Erich (dir.), *Die strategische Lage im Osten der EU*, IILP, 2014, p. 251-264.

⁽¹³⁾ Concernant les pratiques russes dans les territoires occupés, voir : HUMAN RIGHTS COUNCIL, FIFTY-FIFTH SESSION, *Report of the Independent International Commission of Inquiry on Ukraine*, Advance unedited version, 5 mars 2024 (<https://www.ohchr.org/>) ; UN GENERAL ASSEMBLY, *Independent International Commission of Inquiry on Ukraine*, 19 octobre 2023, (<https://www.ohchr.org/>) ; COYNASH Halya, « Russia is forcibly 'mobilizing' Ukrainians from occupied territory to fight its war against Ukraine », *Kharkiv Human Rights Protection Group*, 26 avril 2024 (<https://khpg.org/>) ; COYNASH H., « New textbook for occupied territory tells children that Ukraine burns all Russian books and serves 'Blood of a russsky' cocktails », KHPG, 19 mars 2024 (<https://khpg.org/>).

offrent délibérément, et de leur plein gré, le témoignage de la radicalisation nationaliste qu'a subie la société russe. Revenir en arrière sera difficile, au-delà de cette guerre.

Le Kremlin a réaffirmé à de multiples occasions que ces objectifs de guerre initiaux restaient valables ⁽¹⁴⁾. Ils sont réitérés à la télévision publique russe sous leur forme la plus radicale et la plus génocidaire. En septembre 2022, Moscou a officiellement annexé l'intégralité des oblasts de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson pour signaler qu'il n'y aurait pas de retour à la situation antérieure. Et l'élite russe a déclaré que d'autres villes et régions d'Ukraine, au-delà de ces quatre-là, étaient russes et méritaient d'être « libérées » ⁽¹⁵⁾. Les conjectures selon lesquelles Moscou pourrait se satisfaire de moins que cela, ne sont que des vœux pieux.

Pour compliquer la situation, Poutine perçoit la « réunification » de l'ancienne Union soviétique non pas comme le but de sa politique étrangère, mais comme une précondition nécessaire à la restauration du statut de grande puissance de la Russie, et tout particulièrement de puissance militaire dominante en Europe. Le 17 décembre 2021, la Russie a présenté deux traités, un aux États-Unis ⁽¹⁶⁾ et l'autre à l'Otan ⁽¹⁷⁾, où elle proposait l'interdiction de tout élargissement de l'Otan, l'interdiction de toute coopération militaire avec des pays de l'ancien espace soviétique et le retrait des armes nucléaires américaines d'Europe. Tout ce que la Russie proposait en retour était un vague engagement envers la charte de l'ONU. En résumé, Poutine voulait que l'Occident garantisse à Moscou une sphère d'influence exclusive. Une Otan faible avec des alliés indéfendables donnerait le dernier mot à Moscou pour tout ce que ferait le reste du continent. La volonté du Kremlin de jouir d'une sphère d'influence garantie, exclusive et de faire en sorte que l'Otan reste aussi neutre, faible et vulnérable que possible ne date pas d'hier. D'ordinaire, elle est dissimulée sous couvert de contrôle des armements dans la région, de réforme de l'ordre sécuritaire, de multipolarité et autres formules accrocheuses. La substance est toujours la même, mais à l'approche de la guerre, Moscou a formulé des demandes d'une transparence inhabituelle.

Le 28 novembre 2023, devant une assemblée constituée exclusivement de Russes, Poutine a déclaré qu'une victoire en Ukraine serait la condition nécessaire à un « ordre international juste » ⁽¹⁸⁾. En radotant sur la multipolarité à venir et l'émergence des puissances régionales, il voulait une fois encore signifier que le

⁽¹⁴⁾ ROTH Andrew et SAUER Pjotr, « Putin says no peace until Russia's goals in Ukraine achieved », *The Guardian*, 19 décembre 2023 (<https://www.theguardian.com/>) ; « Kremlin says there is no basis for peace negotiations with Ukraine », *Reuters*, 20 décembre 2023 (<https://www.reuters.com/>).

⁽¹⁵⁾ BALACHUK Iryna, « Russia's former president claims Russia will take Kyiv, and that the conquest of Odesa has "long been desired" in Russia », *Ukrainska Pravda*, 22 février 2024 (<https://www.pravda.com.ua/>).

⁽¹⁶⁾ RUSSIAN FEDERATION, *Treaty between The United States of America and the Russian Federation on security guarantees*, 17 décembre 2021 (https://mid.ru/ru/foreign_policy/rso/nato/1790818/?lang=en).

⁽¹⁷⁾ RUSSIAN FEDERATION, *Agreement on measures to ensure the security of The Russian Federation and member States of the North Atlantic Treaty Organization*, 17 décembre 2021 (https://mid.ru/ru/foreign_policy/rso/nato/1790803/?lang=en).

⁽¹⁸⁾ Séance plénière du Conseil populaire mondial de Russie, *op. cit.*

monde serait divisé en sphères d'influence réparties entre plusieurs puissances, et que l'universalité de l'ordre actuel ne tarderait pas à disparaître. Ce qui n'est pas une idée nouvelle. En 1939, Carl Schmitt, érudit allemand spécialiste du droit international, avait imaginé un « *Völkerrechtliche Großraumordnung* »⁽¹⁹⁾ – de plus grandes sphères d'influence en droit international – comme nouvel ordre européen, une fois l'ordre du Traité de Versailles renversé. Et lorsqu'on relit Carl Schmitt, si l'on remplace le Royaume-Uni par les États-Unis, la Pologne par l'Ukraine et Versailles par la dissolution de l'Union soviétique, l'on obtient le genre de discours révisionniste que Poutine aime à livrer longuement.

Néanmoins, en termes de possible fin de la guerre, qu'est-ce que cela implique ? Pour la Russie, renoncer à ses objectifs à grande échelle signifierait que Moscou devrait changer son identité, sa façon de se concevoir et abandonner son ambition de devenir une grande puissance. Une Russie qui dans la prochaine guerre doit encore conquérir 80 % de l'Ukraine est une puissance régionale. Une Russie qui, depuis l'Ukraine, menace et domine l'Europe est une puissance mondiale. Poutine ne perdra pas cela de vue, ni à court, ni à moyen terme.

Les objectifs de guerre ukrainiens

L'Ukraine, en tant que partie agressée, a un objectif fondamental plutôt simple : survivre en tant que nation et pays indépendant. Tout comme d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est, elle a lutté longtemps pour acquérir le statut d'État indépendant depuis la destruction du *Rous* de Kiyv par les Mongols et l'absorption des royaumes ultérieurs et de l'Hetmanat cosaque dans d'autres empires lors de luttes d'influences dynastiques. L'écrasante majorité des Ukrainiens qui votèrent pour l'indépendance en 1991 croyaient que leur aspiration à une vie meilleure aurait plus de chances de se réaliser dans un petit pays indépendant. Cette demande venant d'en bas, qui exigeait une meilleure gouvernance, le sens des responsabilités, des réformes, un niveau de vie accru et la démocratie, devint un élément plus fort de la vie politique et de l'identité ukrainiennes à mesure que cette indépendance se prolongeait.

L'indépendance signifiait avant tout la capacité à résister aux futures pressions russes visant à soumettre l'Ukraine. Il s'agissait donc de pouvoir et d'être autorisée à conserver des forces armées conséquentes afin de décourager une agression russe conventionnelle. Ensuite, d'être partie prenante d'une alliance ou d'un réseau de garanties crédibles avec les puissances nucléaires occidentales afin d'éviter un chantage nucléaire de la part de la Russie. Enfin, d'avoir accès aux marchés internationaux et d'être intégrée dans des structures économiques et énergétiques

⁽¹⁹⁾ SCHMITT Carl, *Völkerrechtliche Großraumordnung mit Interventionsverbot für raumfremde Mächte, Ein Beitrag zum Reichsbegriff im Völkerrecht*, Vierte, um ein Kapitel über den Raumbegriff in der Rechtswissenschaft erweiterte Ausgabe, Deutscher Rechtsverlag, 1941.

non-dominées par la Russie pour minimiser les dépendances et ainsi fermer les portes aux ingérences, aux pressions et aux subversions.

La question du territoire occupe une très grande place dans les réflexions de l'Ukraine sur la définition d'une paix juste, tout particulièrement depuis l'invasion. Kiyv sait d'expérience que chaque centimètre carré de territoire ukrainien contrôlé par la Russie – et dont la restitution pourra éventuellement être négociée plus tard – sera utilisé comme levier par Moscou pour revendiquer une place à la table de Kiyv. Les Ukrainiens, quant à eux, veulent obtenir leur indépendance une bonne fois pour toutes : pas de fantoche, pas de questions laissées en suspens, pas de quasi-États. En outre, les Ukrainiens savent que la Russie est en train de russifier de force les régions occupées : ceux qui restent loyaux à l'Ukraine sont abattus ou enlevés ⁽²⁰⁾, les enfants arrachés à leurs parents ukrainiens et envoyés en Russie ⁽²¹⁾, les programmes éducatifs sont modifiés pour russifier la jeunesse ⁽²²⁾, les hommes sont mobilisés de force et envoyés mourir au front ⁽²³⁾ pour décimer les hommes ukrainiens sur le territoire et « libérer » les femmes afin qu'elles se remarient, et des colons russes sont attirés – principalement des loyalistes et des membres des familles de l'appareil sécuritaire – dans les régions occupées. Contrairement à la République démocratique allemande (RDA), dont la composition ethnique n'a pas beaucoup changé au cours des quarante années de son existence, les régions occupées par la Russie changent de façon spectaculaire. Contrairement à l'Allemagne de l'Ouest, l'Ukraine ne va pas récupérer « un autre État ukrainien ». Ces régions n'auront plus rien d'ukrainien d'ici quelques années, tout comme Kaliningrad n'a plus rien de prussien depuis son occupation par l'URSS.

Enfin, la question de la justice internationale est évoquée dans le plan de paix ukrainien ⁽²⁴⁾ : tout d'abord en termes de justice individuelle – avec des poursuites à l'encontre des auteurs de crimes de guerre –, ainsi que l'attribution claire de la responsabilité de l'agression à la Russie et la volonté de la rendre responsable des dégâts structurels et environnementaux que la guerre a causés.

Guerre d'usure

Pour l'instant, la guerre va se poursuivre. La Russie exige que l'Ukraine cesse d'exister, et l'Ukraine refuse de mettre son existence sur la table des négociations. En ce moment, la guerre est dans une phase statique, car aucun des deux

⁽²⁰⁾ UKRAINIAN HELSINKI HUMAN RIGHTS UNION, « Torments, Torture Chambers, Executions: T4P Initiative Presents Two Submissions to the International Criminal Court », 28 septembre 2023 (<https://www.helsinki.org.ua/>).

⁽²¹⁾ « Ukraine's Stolen Children », *The New York Times*, 27 décembre 2023.

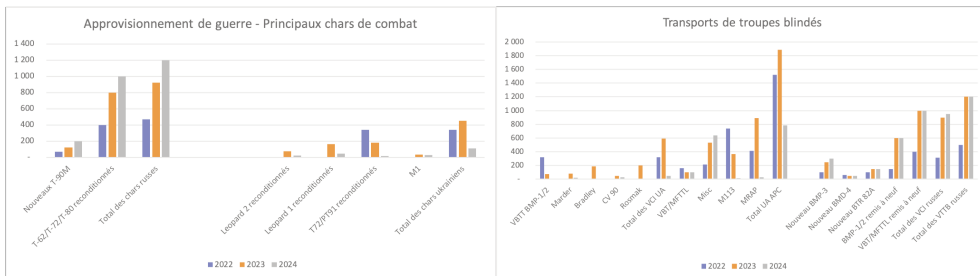
⁽²²⁾ RZHEUTSKA Lilia, « Ukraine: Teachers fight for children's minds amid occupation », *Deutsche Welle*, 9 janvier 2024 (<https://www.dw.com/en/ukraine-teachers-fight-for-childrens-minds-amid-occupation/a-67920550>).

⁽²³⁾ VIKHROV Maksym, « Terror and silence. How the Russians force the Ukrainians of Donbas to fight against their own country », *Ukrainiskiy Tyzhden*, 13 mai 2022 (<https://tyzhden.ua/>).

⁽²⁴⁾ PRESIDENTIAL ADMINISTRATION OF UKRAINE, « Ukraine's Peace Formula Philosophy », non daté (<https://www.president.gov.ua/>).

camps n'a trouvé la formule lui permettant de vaincre rapidement les défenses de l'autre ⁽²⁵⁾. Cela ne veut cependant pas dire que personne ne recherche une issue décisive à la guerre.

Selon les tendances actuelles, la Russie est bien plus près de remporter la guerre d'usure que l'Ukraine ⁽²⁶⁾. Depuis sa phase de relative faiblesse à l'automne 2022, la Russie a trouvé des solutions au moins temporaires à ses problèmes les plus urgents. Elle a lancé une mobilisation partielle pour regarnir ses rangs et reconstituer ses forces, passant d'environ 110 000 hommes à cette période à plus de 400 000 début 2024. Elle est passée en économie de guerre et produit entre 150 et 200 nouveaux chars de combat et autour de 300 véhicules de combat d'infanterie par an, tout en rénovant entre 800 et 1 000 chars de combat (*T80*, *T72*, *T62*, *T55*), environ 600 véhicules de combat d'infanterie (*BMP-1/2*) et 1 000 véhicules blindés de transport de troupes (*BTR*, *MT-LB*) par an. Elle a suffisamment de réserves pour continuer jusqu'en 2026 minimum, probablement même 2028. Cependant, le nombre de véhicules rénovés chaque année pourrait décroître à mesure que ceux qui sont relativement intacts sont réparés en priorité et plus rapidement.

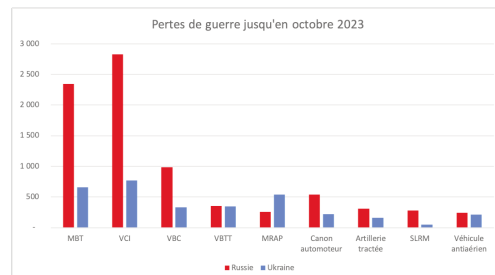


L'Ukraine, en revanche, dépend d'une aide militaire occidentale qui n'est pas disponible en quantités suffisantes. En 2022, le soutien à l'Ukraine provient d'abord des stocks de matériel qui restaient aux pays d'Europe centrale et de l'Est correspondant aux normes de l'Otan. En 2023, des équipements occidentaux, héritages de la guerre froide, et du matériel provenant des guerres en Afghanistan et en Irak y ont été adjoints. Néanmoins, les réserves occidentales d'équipements d'occasion vont se tarir en 2024, et aucune grosse commande n'a été passée en Occident pour continuer à approvisionner les forces armées ukrainiennes au cours de ces deux années. Quand bien même de telles commandes seraient passées aujourd'hui, il faut compter trois ans pour produire un char de combat et deux pour un véhicule de combat d'infanterie.

⁽²⁵⁾ ZALUZHNY Valery, « The commander-in-chief of Ukraine's armed forces on how to win the war », *The Economist*, 1^{er} novembre 2023.

⁽²⁶⁾ Estimations et chiffres GRESSEL Gustav C., « Beyond the Counter-Offensive: Attrition, Stalemate, and the Future of the War in Ukraine », *ECFR Policy Brief*, 18 janvier 2024 (<https://ecfr.eu/>).

Les chars de combat et les véhicules blindés de transport de troupes servent au front ; par conséquent, leur taux d'usure est bien plus élevé que celui de l'artillerie ou des systèmes de défense aérienne au sol. Pour ces derniers, l'approvisionnement en nouveaux systèmes est limité par le nombre de munitions et de canons de rechange que l'Occident peut fournir pour les soutenir au combat. En gros, la Russie produit autour de 2,5 millions de munitions d'artillerie par an, et en importe entre 1 et 1,5 M de Corée du Nord. Les 10 000 munitions que la Russie tire quotidiennement aujourd'hui suggèrent une consommation annuelle de 3,6 M de munitions d'artillerie. Des quantités qui peuvent être assurées par la production.



L'Ukraine a été approvisionnée grâce aux stocks et au marché mondial, la production de munitions d'artillerie à l'Ouest n'ayant accéléré que récemment. Avec la concomitance de la diminution des stocks et d'une insuffisance de la production, le printemps 2024 a été et restera extrêmement amer. Si les livraisons américaines reprennent, les forces occidentales réunies pourraient être capables de soutenir l'Ukraine à un minimum défensif (1,8 M de munitions d'artilleries par an) en 2024. L'Europe ne sera capable d'y parvenir seule qu'en 2025. Pour que l'Ukraine reprenne l'avantage en matière de puissance de feu, il faut que l'aide américaine se poursuive.

Les chiffres exacts des munitions pour la défense aérienne (les missiles *Patriot*, *AIM-120*, *Iris-T*, *Aster 30*, etc. fournis) sont classés secret. Cependant, on peut considérer qu'elles commencent à manquer. Les missiles *Patriot* pourraient s'avérer être un goulet d'étranglement critique, car seuls les *Patriot* et les *Aster 30* (fournis pour les *SAMP/T* franco-italiens) sont capables d'intercepter les missiles balistiques. Or, seuls les premiers sont produits en grande quantité. La Russie a clairement saisi cette opportunité et se procure des missiles balistiques nord-coréens et iraniens pour épuiser les défenses aériennes ukrainiennes et détruire l'industrie de défense de l'Ukraine à mesure qu'elle se reconstitue. Comme les livraisons de véhicules blindés de la part de l'Occident sont loin de suffire aux nécessités de la guerre, la seule solution si l'Ukraine veut soutenir son effort de guerre consiste à ressusciter une industrie de la défense qui les produise à grande échelle.

Pour l'instant, la théorie de la victoire de la Russie fonctionne, et elle suit cette voie sans discontinuer. Pour l'Ukraine, il sera difficile, mais pas impossible, d'inverser la tendance. Le pays a besoin d'améliorer urgemment ses lois sur la mobilisation, ainsi que sa formation et l'application de nouvelles tactiques, et devra réessayer après que ses forces auront été consolidées et que les actions offensives de

la Russie auront atteint leur apogée ⁽²⁷⁾. Cependant, il faudra pour cela que l'Occident intensifie son soutien militaire et augmente sa production afin de mieux aider les forces armées ukrainiennes. Ce n'est pas encore arrivé et le temps est compté.

Un cessez-le-feu ?

La perspective d'un cessez-le-feu est extrêmement improbable à ce jour. Moscou devrait revoir ses objectifs de guerre considérablement à la baisse et perdre la victoire de vue, s'il en acceptait un. L'Ukraine aurait besoin d'avoir au moins l'impression que l'Occident offrirait suffisamment de garanties de sécurité pour dissuader la Russie de réessayer. Aucune de ces hypothèses n'est ni près de se concrétiser, ni réaliste compte tenu des circonstances actuelles.

Alors pourquoi l'Occident ne cesse-t-il d'aborder la question ? Tout d'abord, les débats politiques occidentaux ont souvent tendance à prendre leurs désirs pour des réalités. Ensuite, la plupart des politiciens occidentaux n'ont pas saisi la gravité des objectifs de guerre et des pratiques des Russes dans les zones occupées, et pensent par conséquent qu'un cessez-le-feu ne serait pas si compliqué à mettre en place et que les questions territoriales pourraient être réglées plus tard, dans le cadre de négociations à part. Ils semblent d'ailleurs croire que la décision dépend uniquement de l'Ukraine. Enfin, la Russie instrumentalise les vœux pieux de l'Occident.

De temps en temps, l'information selon laquelle Poutine aurait suggéré un cessez-le-feu que l'Occident aurait rejeté ⁽²⁸⁾ fait surface. Ces types « d'informations » sont avant tout conçus pour laisser croire au public occidental que la paix est à portée de main. Elles sont faites pour détourner l'attention du soutien militaire à l'Ukraine, vers des négociations illusoire qui donnent à la Russie le temps d'agir sur le terrain. Par exemple, lors de l'entretien qu'il a accordé à l'influenceur américain d'extrême-droite Tucker Carlson, Poutine a déclaré que la Russie serait prête à négocier à la condition que les États-Unis cessent leur approvisionnement militaire à Kiyv ⁽²⁹⁾. L'arrêt de l'approvisionnement en armes ne conduirait naturellement pas à un cessez-le-feu, mais à un processus de négociation pour un cessez-le-feu. Et comme la situation militaire de l'Ukraine tournerait très rapidement à la catastrophe sans l'aide de l'Occident, des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu se transformeraient très vite en capitulation.

De la même manière, Poutine et ses thuriféraires de l'Occident maintiennent qu'il y aurait eu un accord de paix négocié en avril 2022, que l'Occident

⁽²⁷⁾ KOFMAN Michael, LEE Bob et MASSICOT Dara, « Hold, Build, and Strike, A vision for building Ukraine's advantage in 2024 », *War on the Rocks*, 26 janvier 2024 (<https://warontherocks.com/>).

⁽²⁸⁾ FAULCONBRIDGE Guy et KORSUNSKAYA Darya, « Exclusive: Putin's suggestion of Ukraine ceasefire rejected by United States, sources say », *Reuters*, 13 février 2024 (<https://www.reuters.com/>).

⁽²⁹⁾ ASKEW Joshua, « Putin: US 'needs to stop supplying weapons' to Ukraine and urge Kyiv to hold peace talks », *Euronews*, 9 février 2024 (<https://www.euronews.com/>).

aurait soi-disant fait échouer. Or, il n'y a jamais eu de document sur lequel les deux parties se soient accordées, et les exigences de la Russie qui ont fait surface ultérieurement ⁽³⁰⁾ ont mis en lumière ce qu'elles auraient signifié pour l'Ukraine. En accord avec ses objectifs de guerre, la Russie voulait désarmer l'Ukraine. Réduire ses forces armées à 85 000 hommes, 342 véhicules blindés et 519 pièces d'artillerie aurait rendu l'Ukraine extrêmement vulnérable à une nouvelle agression militaire russe. Aggression qui se serait très probablement réalisée, puisque Moscou voulait lier à une décision unanime de tous les garants – dont la Russie faisait partie – toute réaction internationale à une brèche des garanties de sécurité. Le document ne faisait pas mention des territoires occupés, que la Russie n'avait pas annexés à l'époque. Aucune surveillance, aucune force de maintien de la paix, aucune présence internationale n'aurait été autorisée sur le terrain. La présence militaire russe dans les territoires occupés ou à la frontière n'aurait pas été soumise à la moindre restriction.

Un tel « cessez-le-feu » ne ferait que donner de meilleures chances à la Russie de gagner la guerre. Évidemment, Moscou accepterait de négocier ce type de proposition. Mieux encore, le Kremlin serait ravi de s'engager dans un « processus diplomatique » qui conduirait, ou pas, à un tel « accord » tant que cela ferait durer le conflit. Il ferait mine d'être intéressé par certains aspects tout en signalant à l'Occident que continuer « l'escalade » (ce par quoi Moscou veut dire l'envoi d'armes par l'Occident) mettrait en péril les « progrès » des négociations. L'industrie militaire russe continuerait de fonctionner, la machine de guerre russe serait toujours aussi déchaînée mais les restrictions que s'imposerait l'Occident diminueraient les chances de l'Ukraine d'y résister. Ici, la Russie essaie d'exploiter un différentiel de mentalité entre elle et l'Occident : en Occident, la diplomatie est considérée comme une alternative, un substitut au conflit, un instrument qui sert à surmonter l'état de guerre et à y mettre un terme. Aux yeux de Moscou, c'est un outil essentiel de la guerre qui permet de créer des conditions favorables pour entreprendre et conduire un conflit, et finir par remporter la victoire ⁽³¹⁾.

En ce sens, la Russie se comporte de la même manière que la Serbie sous Slobodan Milosevic, qui poursuivait des négociations sans fin sur des cessez-le-feu et des processus de paix pour la Bosnie afin d'empêcher que l'Occident n'intervienne et ainsi entretenir l'embargo général sur les armes. Alors que la Serbie avait hérité du gros des réserves d'armes de l'armée populaire yougoslave, l'embargo en question faisait pencher la balance en défaveur des forces bosniaques et croates. Sous de telles conditions, les forces serbes pouvaient enchaîner les victoires. Milosevic n'accepta de signer les Accords de Dayton en 1995 que lorsque l'intervention de l'Otan inversa la vapeur et que l'alliance bosniaco-croate fut sur le point de

⁽³⁰⁾ COLCHESTER Max, GROVE Thomas et MARSON James, « Document From 2022 Reveals Putin's Punishing Terms for Peace », *The Wall Street Journal*, 1^{er} mars 2024.

⁽³¹⁾ KAUFFMANN Sylvie, « 'Hybrid war knows no peace, no more than Putin knows good faith' », *Le Monde*, 3 janvier 2024.

vaincre la République serbe de façon décisive ⁽³²⁾. Pour éviter la défaite, la paix et le cessez-le-feu devenaient soudain acceptables aux yeux du seigneur de la guerre. Cependant, Poutine est loin d'être défait et il ne pourrait être intéressé par un vrai cessez-le-feu que si sa machine de guerre commençait à s'épuiser, ce qui n'est pas envisageable avant 2027.

« Une Ukraine neutre »

Autre élément qui apparaissait souvent dans les discussions avant la guerre et qui surgit de temps à autre depuis qu'elle a commencé : la question de la « neutralité » de l'Ukraine. Les plus éminents défenseurs de ce débat sur la neutralité sont les chercheurs Samuel Charap (*RAND Corporation*) et Jeremy Shapiro (*ECFR*) qui, avant la guerre, estimaient qu'une Ukraine « neutralisée » satisfait la Russie ⁽³³⁾. Leur approche présente cependant de nombreux problèmes. Tout d'abord, ils traitent la Russie comme un acteur rationnel motivé par sa sécurité et ne proposent aucune réponse quant à la manière de gérer l'idéologie impérialiste et les questions identitaires liées à la revendication par la Russie que l'Ukraine lui appartient. Ensuite, ils ne fournissent pas de mécanisme de sanction clair en cas de violation de la neutralité ukrainienne par la Russie. Sous-estimant la volonté de Moscou de recourir à la force, ils déclarent que « l'objectif n'est pas de créer des normes applicables qui restreindraient les grandes puissances de façon coercitive, mais plutôt de créer des normes efficaces que les grandes puissances choisiraient délibérément de respecter » ⁽³⁴⁾. Dans le cas d'une agression russe, l'Ukraine serait encore plus isolée du soutien occidental qu'elle ne l'était avant l'invasion.

Or, soutenir et aider des États neutres et non-alignés à maintenir leur souveraineté et leur intégrité territoriale fut l'une des fonctions primordiales des États-Unis au cours de la guerre froide. L'Autriche reçut une garantie d'aide directe dans le sillage de l'intervention russe en Hongrie en 1956 ⁽³⁵⁾. Les principaux responsables de la défense de l'armée autrichienne rendirent clandestinement visite aux *Allied Forces Southern Region (AFSOUTH)* de l'Otan ⁽³⁶⁾, jusqu'à ce que cette relation ne se dégrade sous le chancelier Kreisky (1970-1983). Le Traité d'État autrichien de 1955 ne l'interdisait pas ; il n'interdisait qu'une relation militaire

⁽³²⁾ ROTHFELDER Erich, « Der Krieg an seinen Schauplätzen » in MELČIĆ Dunja (dir.), *Der Jugoslawien-Krieg, Handbuch zu Vorgeschichte, Verlauf und Konsequenzen* (édition mise à jour), Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, p. 244-361.

⁽³³⁾ Voir les travaux de CHARAP Samuel, SHAPIRO Jeremy et DEMUS Alyssa, *Rethinking the Regional Order for Post-Soviet Europe and Eurasia*, RAND Report, 13 juin 2018 (<https://www.rand.org/>) ; CHARAP S., DEMUS A. et SHAPIRO J. (dir.), *Getting Out from "In-Between", Perspectives on the Regional Order in Post-Soviet Europe and Eurasia*, RAND report, 8 mars 2018 (<https://www.rand.org/>).

⁽³⁴⁾ CHARAP S., SHAPIRO J. et DEMUS A., *Rethinking the Regional Order*, op. cit., p. 21.

⁽³⁵⁾ Cependant, les États-Unis et la Grande-Bretagne firent également part de leur mécontentement face à la médiocrité des préparations défensives autrichiennes, et par conséquent ne renouvelèrent pas explicitement cette garantie en 1968. GEHLER Michael, « "To Guarantee a Country which was a Military Vacuum", Die Westmächte und Österreichs Territoriale Integrität 1955-1957 » in RAUCHENSTEINER Manfred (dir.), *Zwischen den Blöcken, NATO, Warschauer Pakt und Österreich*, Böhlau 2010, p. 89-133.

⁽³⁶⁾ THOSS Bruno, « Österreich in der Entstehungs- und Konsolidierungsphase des westlichen Bündnissystems (1947-1967) », in RAUCHENSTEINER M. (dir.), op. cit., p. 19-87.

avec l'Allemagne. Toutefois, les frontières opérationnelles entre le centre de commandement régional de l'Otan (Allemagne de l'Ouest) et le sud (l'Italie) se situaient incidemment à la frontière entre l'Autriche et l'Allemagne ⁽³⁷⁾.

La Yougoslavie reçut une généreuse aide militaire étrangère et fut incluse dans le plan Marshall après sa rupture avec Staline en 1948 ⁽³⁸⁾. Ensuite, Belgrade rejoignit le Pacte balkanique avec la Turquie et la Grèce, et des discussions d'état-major sur des projets de défense commune entre la Yougoslavie et les organisateurs de l'Otan eurent lieu dans les premières années ⁽³⁹⁾. La Suède et la Finlande entretenaient des relations clandestines avec les États-Unis, la partie suédoise étant la mieux documentée et ses relations avec les États-Unis les plus avancées de tous les États neutres. Dans l'éventualité d'une d'attaque soviétique, la Suède aurait reçu une assistance de la part de Washington ⁽⁴⁰⁾. Cela fut un facteur décisif dans la décision du pays d'abandonner son propre programme d'armement nucléaire dans les années 1960.

De la perspective américaine, le fait d'avoir des États neutres en Europe n'avait rien de facile : préserver leur statut nécessitait un état d'alerte et des efforts permanents. Cependant, pendant la guerre froide, « défendre le monde libre » faisait partie intégrante de l'ADN géopolitique de Washington, et qu'il soit démocrate ou républicain, aucun Président américain n'aurait choisi de se tourner les pouces si l'Union soviétique s'était mise à empiéter sur l'intégrité ou la souveraineté territoriale d'un pays neutre. Cet ADN géopolitique n'est plus, et avec Donald Trump en campagne pour se faire réélire, il est bien possible que ce soit définitif.

Par conséquent, les conditions politiques nécessaires à une neutralité ukrainienne ne sont pas réunies. La neutralité dans le sens russe signifie la « démilitarisation » par d'autres moyens, c'est-à-dire en dépouillant l'Ukraine de tout soutien international afin d'en faire une proie facile. Pour éviter cela, les autres pays devraient fournir à l'Ukraine des garanties solides de leur aide en cas d'attaque, ce qui rendrait le terme « neutralité » caduc. L'Ukraine serait alors un allié de fait.

« Des territoires contre la paix »

L'autre idée qui circule consiste à convaincre l'Ukraine de céder les territoires occupés et, selon le « modèle ouest-allemand », de lui faire intégrer l'Otan. Ces réflexions illustrent l'extrême inquiétude du président Joe Biden (et du chancelier Olaf Scholz) à l'idée qu'une offensive ukrainienne majeure pourrait

⁽³⁷⁾ KRÜGER Dieter, *Brennender Enzian: Die Operationsplanung der NATO für Österreich und Norditalien 1951 bis 1960*, Rombach Verlag, 2010, p. 139 et suiv.

⁽³⁸⁾ STEINDORFF Ludwig, « Zwischen Aufbruch und Repression: Jugoslawien 1945-1966 », in MELČIČ D. (dir.), *Der Jugoslawien-Krieg, op. cit.*, p. 192-200 ; et plus particulièrement p. 194 et suiv.

⁽³⁹⁾ KRÜGER D., *Brennender Enzian, op. cit.*, p. 71 et suiv.

⁽⁴⁰⁾ DALSJÖ Robert, *Life-Line Lost, The Rise and Fall of 'Neutral' Sweden's Secret Reserve Option of Wartime Help from the West*, Santerus Academic Press, 2006, 304 pages.

déclencher une guerre nucléaire ⁽⁴¹⁾. Si l'Ukraine était dissuadée de récupérer son territoire – ou si c'était militairement impossible – elle aurait besoin de nouvelles garanties que la Russie ne redémarrerait pas la guerre une fois réarmée jusqu'aux dents. Et la meilleure des garanties serait de proposer une adhésion à l'Otan. Si aucune proposition de ce type n'existe officiellement, le fait que Stian Jenssen, le directeur de cabinet du secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, ait abordé le sujet est un signe que l'idée fait son chemin dans les discussions entre chefs de gouvernements ⁽⁴²⁾.

C'est toutefois plus facile à dire qu'à faire. Tout d'abord, la perspective d'un cessez-le-feu officiel et d'une ligne de démarcation consensuelle est hautement improbable. S'il devient évident pour les Russes que l'Occident s'apprête à accorder l'adhésion dès le cessez-le-feu signé, ils prolongeront la guerre à dessein – même s'ils sont épuisés – pour l'éviter. Si la guerre se poursuit – même à faible intensité – il sera difficile, voire impossible de définir clairement les contours d'un territoire qui, en cas d'attaque, nécessiterait le déclenchement de l'article 5.

Diviser l'Ukraine en un « territoire central » – où une attaque déclencherait l'art. 5 – et une « zone grise » ⁽⁴³⁾ dans laquelle la guerre se poursuivrait est une idée politiquement intenable qui aurait de toute manière bien du mal à fonctionner. Pour commencer, nombre de membres de l'Otan qui ont vécu une division par d'autres puissances renâcleraient à l'idée de diviser l'Ukraine en parties protégées et non protégées. Ensuite, l'intérêt personnel, tout particulièrement celui des alliés européens, leur dira de ne pas donner aux Russes un terrain de jeu ou un terrain d'entente pour tester la résolution des alliés. Leur propre sécurité et leur survie dépendent de la solidité absolue de l'art. 5. Flouter ces lignes, quelque noble que soit l'intention de départ, ne peut pas fonctionner.

En outre, l'adhésion à l'Otan peut difficilement être proposée dans le cadre d'un accord complet, car les 32 pays membres ont voix au chapitre pour en décider. Ce n'est pas parce que les États-Unis ou l'Allemagne favorisent un accord « territoires contre paix » qu'il serait accepté par tous les membres de l'alliance. Dans les années 2000, la Grèce a bloqué l'adhésion de la Macédoine à l'Otan ⁽⁴⁴⁾, en 2008 la France et l'Allemagne ont débouté les ambitions de l'Ukraine et de la Géorgie ⁽⁴⁵⁾, en 2023 la Turquie ⁽⁴⁶⁾ et la Hongrie ont retardé de façon significative l'adhésion à l'Otan de la Finlande et surtout de la Suède. Et aucune de ces

⁽⁴¹⁾ « Biden's Armageddon Moment: When Nuclear Detonation Seemed Possible in Ukraine », *The New York Times*, 9 mars 2024.

⁽⁴²⁾ BAYER Lili, « NATO backpedals as Ukraine fumes over land for membership gaffe », *Politico*, 16 août 2023 (<https://www.politico.eu/article/nato-ukraine-membership-cede-territory-russia/>).

⁽⁴³⁾ L'idée de la « zone grise » a été présentée à l'auteur par des membres d'un groupe de réflexion américains proches de l'administration Biden au cours d'une discussion à Washington D.C., le 19 avril 2023.

⁽⁴⁴⁾ « Macedonia sues Greece for blocking NATO entry », *France 24*, 17 novembre 2008 (<https://www.france24.com/>).

⁽⁴⁵⁾ « France and Germany Thwart Bush's Plans », *Der Spiegel*, 3 avril 2008 (<https://www.spiegel.de/>).

⁽⁴⁶⁾ « Why is Turkey blocking Sweden from joining NATO? », *The Economist*, 10 juillet 2023.

demandes ne portait en elle la complexité et le risque politique d'un pays déjà en guerre. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a déjà menacé de bloquer toute demande d'adhésion ukrainienne ⁽⁴⁷⁾. D'autres en profiteraient pour lui emboîter le pas. Par conséquent, toute adhésion à l'Otan, aussi légitime soit-elle, sera un processus politique long et difficile. Elle ne peut pas être incluse dans un accord de cessez-le-feu, car il n'est pas possible de s'engager à l'avance sur sa faisabilité et sur un calendrier. Naturellement, l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan améliorerait sa sécurité à long terme, mais ce n'est pas un moyen de mettre un terme au conflit.

Cela dit, des garanties de sécurité bilatérales pourraient-elles être incluses dans un accord global pour l'Ukraine ? Surtout si l'on y adjoignait les États-Unis, et donc une dissuasion nucléaire crédible. Une coalition d'États volontaires ne dépendrait pas de l'unanimité et serait par conséquent immunisée contre l'obstruction turque ou hongroise. D'un autre côté, de tels arrangements sont exposés à des fragilités intérieures. Aux États-Unis, l'isolationnisme a le vent en poupe : se retirer d'une garantie de sécurité bilatérale est plus simple que se retirer de l'Otan, ce qui aurait de sérieuses répercussions politiques sur 31 autres pays, notamment des partenaires commerciaux proches et importants. En théorie, cela pourrait néanmoins faire office de solution temporaire.

En pratique cependant, comment attendre que certains pays mettent leur propre sécurité en jeu pour l'Ukraine s'ils ne savent pas eux-mêmes comment les autres membres de l'Otan se comporteraient dans le cadre d'une telle éventualité ? Aux États-Unis, ni l'administration Biden et les démocrates, ni les républicains ne sont prêts à offrir de vraies garanties de sécurité à l'Ukraine. Les accords bilatéraux actuellement en vigueur entre l'Ukraine et la France, l'Allemagne et d'autres pays ne sont pas des garanties de sécurité, ce sont des accords de coopération ⁽⁴⁸⁾. Les mesures abordées dans ces pactes aideront l'Ukraine à augmenter son potentiel militaire pour se défendre contre l'agression des Russes et, plus tard, les dissuader, mais ce ne sont pas des garanties de sécurité.

De vraies garanties de sécurité impliqueraient une obligation de défendre l'Ukraine si elle était attaquée de nouveau, et pour rendre l'engagement crédible, le déploiement de forces alliées conséquentes dans le pays. La discussion actuelle sur la possibilité de déployer des formateurs et des personnels de soutien, déclenchée par Emmanuel Macron, indique une velléité limitée, voire absente parmi les membres clés de l'Otan, et tout particulièrement les États-Unis ⁽⁴⁹⁾. Par conséquent, il n'est pas réaliste de supposer que dans un avenir proche, l'Occident sera prêt à proposer de son plein gré des garanties de sécurité dans le vrai sens du terme.

⁽⁴⁷⁾ BAYER L., « 'What?!' Orbán throws cold water on Ukraine's NATO hopes », *Politico*, 21 avril 2023 (<https://www.politico.eu/article/viktor-orban-hungary-ukraine-nato-membership-aspirations-twitter/>).

⁽⁴⁸⁾ BALMFORTH Tom, « What are the security deals Ukraine is discussing with allies? », *Reuters*, 16 février 2024 (<https://www.reuters.com/world/europe/what-are-security-deals-ukraine-is-discussing-with-allies-2024-02-14/>).

⁽⁴⁹⁾ WINTOUR Patrick, CHRISAFIS Angélique et BRYANT Miranda, « Macron faces EU backlash after suggesting sending troops to Ukraine, *The Guardian*, 27 février 2024 (<https://www.theguardian.com/>).

Kiiv craint qu'une cession de territoire ou un gel de la guerre ne fasse qu'encourager la Russie à réessayer plus tard – après s'être réarmée et avoir tiré des leçons de cette tentative-ci. Tant que l'Ukraine a sa chance dans la bataille, elle essaiera d'infliger autant de semblants de défaites à la Russie que possible, justement pour décourager ce type de comportement.

Conclusion

Discuter de la fin de la guerre n'est pas pertinent en 2024 : ce n'est pas près d'arriver. Les ambitieux objectifs de guerre de la Russie sont inchangés, et la perspective de jouer la montre et de gagner une épuisante guerre d'usure permet à Moscou d'être tout à fait à l'aise avec l'idée de ne pas négocier. De son côté, l'Ukraine est en quête d'une décision finale au sujet de son indépendance, pour ne pas avoir à livrer une nouvelle guerre dans deux ans. Voilà pourquoi un « gel » de la guerre est hautement improbable.

La guerre peut connaître un moment de gel si la machine de guerre russe s'épuise, mais l'Ukraine manque de la force nécessaire pour tirer parti de ce moment de faiblesse. Pour autant, ce ne serait pas la paix. Dix années d'agression militaire contre l'Ukraine, dont deux de guerre totale, ont radicalisé le système politique et la société russes à un point irréversible pour plusieurs générations. La Russie est, et restera, une dictature fasciste, belliqueuse, militariste et dangereuse qui représente une menace directe pour ses voisins et pour l'Europe en général. La guerre pourra se calmer un peu, mais elle ne disparaîtra pas.

Au vu des informations disponibles en ce moment, la machine de guerre russe ne s'épuisera pas avant 2026 au plus tôt, plus probablement en 2027 ou 2028. Le soutien militaire occidental permettra-t-il à l'Ukraine de résister jusque-là, on peut en douter, car l'industrie de défense tant des États-Unis que de l'Europe n'est pas suffisamment équipée pour y parvenir. Comptant sur une fin rapide de la guerre, les Européens n'ont pas intensifié la production de véhicules de combat blindés et de munitions critiques qui permettraient à l'Ukraine de continuer à se battre. Les réserves de vieux véhicules vont se tarir cette année, et à l'exception notable du projet de coalition d'artillerie français, il n'existe aucune initiative de produire de nouveaux véhicules pour aider l'Ukraine. Du côté des munitions, les réserves de l'Occident se sont épuisées en 2023, la production de guerre ne sera atteinte qu'en 2025, on en voit les conséquences dramatiques ce printemps. Toutefois, les munitions d'artillerie sont assez faciles à produire en masse et il est possible de pallier les pénuries d'approvisionnement temporaires par des achats, comme le montre l'initiative tchèque pour l'achat d'obus. Cependant, pour que l'Ukraine survive à la pénurie de combattants, de chars, de véhicules de combat d'infanterie et de défense aérienne, l'Occident doit agir fermement et rapidement.

En attendant, certes le débat sur la « paix » continuera de prospérer mais de manière unilatérale. Ces forces politiques et idéologiques, pour qui l'exercice de la férule de la Russie sur l'Europe et un remodelage de l'ordre européen selon les lignes de Carl Schmitt sont un objectif désirable, continueront de faire pression pour obtenir un accord négocié prématuré – une manière de dissimuler l'exigence de reddition de l'Ukraine. Cette discussion ne tourne pas autour de la « paix », mais de la restauration d'un ordre fasciste en Europe.

Le débat sur l'anti-occidentalisme, l'émergence des idéologies opposées aux Lumières en Europe et aux États-Unis, et le renouveau de l'attractivité du fascisme à la fois pour la gauche et la droite européennes sont des sujets pour un autre article. Néanmoins, la résurgence de cette idéologie est liée au destin de la Russie et à son succès dans cette guerre. Seule la défaite lui fera perdre son pouvoir d'attraction. Par conséquent, au lieu de se demander à quel moment la guerre entre la Russie et l'Ukraine s'arrêtera, les Européens feraient mieux de se demander comment elle finira. Et d'œuvrer de toutes leurs forces à faire pencher la balance vers une défaite russe claire et nette.

18 mars 2024